

# Repenser le développement



Quartier des spectacles. Projet Red Light.

SOURCE TECHNOPOLE ANGUS

Le modèle «culturel» de développement des nouvelles villes en Amérique est bien connu: il est répété jusqu'à saturation. On construit ainsi quelque part, dans ce qui hier encore était un paysage agricole, un énorme centre commercial, comportant toujours les mêmes commerces des grandes chaînes, et on distribue autour des domaines résidentiels. Serait-il possible de faire autrement?

NORMAND THÉRIAULT

Il y en eut plus d'un pour faire entendre ses récriminations. Un président-directeur général a aussi perdu son poste avant même que l'ensemble soit complété. Et pourtant, aujourd'hui, Montréal est tellement fier de cet ensemble qu'il reprend le modèle utilisé pour l'exporter ailleurs sur son territoire.

Dans un premier temps, il fallait alors agrandir et réaménager le Palais des congrès. Tous s'entendaient aussi pour dire que la tranchée qui recelait l'autoroute coupait le Vieux-Montréal du centre-ville. En fait, tout le quartier présentait là aussi la même image, souvent accolée à la métropole québécoise, celle d'un quartier «bombardé» où les espaces de stationnement en plein air disputent aux terrains vagues la primauté sur le paysage.

Et un programme de rénovation majeur fut entrepris. La Caisse de dépôt et placement fut de l'aventure: aujourd'hui, dans un édifice magnifique, elle jouxte la place Jean-Paul-Riopelle, accompagne le nouveau Centre du commerce mondial, faisant contrepoids à ce complexe où se retrouve aussi un hôtel luxueux. Son édifice est devenu l'un des éléments majeurs d'un tissu urbain où est intervenu le designer Dallai-

re, par l'implantation d'un mobilier urbain qui distingue ce vaste secteur, incluant même une nouvelle image pour l'entrée de l'autoroute Bonaventure.

Maintenant, ce serait au tour du futur Quartier des spectacles de recevoir la même «médecine». Pour sûr, là aussi, il faudra démolir quelques édifices «cultes»: si Montréal a perdu son Pascal à l'angle de Saint-Antoine et de Bleury, il faudra s'attendre à ce que l'ancien Red Light voit quelques-unes de ses dernières institutions passer à l'histoire!

## Un état de banalité

Presque partout au Québec, les paysages urbains souffrent d'une énorme banalité. Habituellement, quand on approche d'une ville de moindre ou de grande importance, on a souvent l'impression de l'avoir déjà traversée: les mêmes postes d'essence se succèdent, les mêmes grands panneaux publicitaires les annoncent, et inutile de chercher les McDo et consorts, ils sont une fois de plus devant vous. Que cela soit bon pour le commerce, c'est évident; mais est-il nécessaire de toujours afficher en trois dimensions les «pages jaunes» d'une région?

Concentre-t-on dans un même lieu les commerces, ce qui s'appelle un centre commercial, qu'un modèle unitaire s'impose.

son design tient de la formule et, en plus, toujours les mêmes commerces s'y retrouvent. Ça doit être cela qu'on appelle la démocratisation de la consommation: s'assurer que, peu importe où l'on se retrouve sur un territoire, les mêmes produits soient toujours sur les tablettes, présentés de façon unique dans des espaces préfabriqués, déposés sur le sol comme autant de «roulottes» en attente d'un futur déplacement.

Veut-on mettre en lieu et place un nouveau paysage que la personne prenant en charge l'initiative devra s'attendre à une levée de boucliers. L'argent municipal ne devrait-il pas être uniquement consacré à des travaux d'asphaltage? Qui ose aussi remettre en question un état des lieux, comme si le «rien» n'avait pas un charme qui lui soit propre? Et si on a les moyens de dépenser, pourquoi ne pas au contraire en profiter pour réduire les taxes, et contrer ainsi la hausse des dépenses d'essence imposée par le «char»?

## Un modèle exportable

Heureusement, tous les édifices municipaux ne sont pas du même moule, et plusieurs d'entre eux ont compris que la saine administration d'une entité collective ne se limitait pas à la seule gestion des comptes. Développer ne veut pas aussi nécessairement dire construire — et laisser construire — n'importe quoi.

Il y a 20 ans, Phyllis Lambert se faisait complice d'une initiative: mettre en réseau le milieu municipal et celui des artistes et acteurs culturels. Une association, volontairement canadienne, allait naître dans la foulée. Si, aujourd'hui, Les Arts et la Ville retrouve un tel visage en rejoignant les collectivités

francophones, il y eut un long passage par le seul sol québécois. En fait, le projet depuis quelques années déborde même du côté de la francophonie européenne.

## Des échanges utiles

Une fois l'an donc, il y a colloque. Maires, élus, administrateurs, artistes, intervenants culturels se donnent ainsi rendez-vous pour partager leurs réussites, proposer des modèles ou suggérer des formules qui permettent de sortir les villes de leurs cadres traditionnels.

Les projets présentés ne seront pas là nécessairement spectaculaires. On ne parle pas de réalisations qui ont demandé des débours d'un milliard de dollars (ce qui fut le cas pour l'ensemble du Quartier international, dont on chiffre toutefois en parallèle des retombées directes totalisant dix autres milliards).

A Laval, lieu de la prochaine rencontre du monde municipal, le maire de Sept-Îles parlera ainsi la semaine prochaine de son projet, réalisé pour plus de cent mille dollars avec la complicité de partenaires locaux: les agences gouvernementales et une aluminerie sont ainsi devenues complices d'un programme qui, entre autres, permettra la réalisation de courts métrages!

Et il y aura plus. Ce qui est en jeu, c'est le développement des villes, des MRC aussi, de régions où, au laisser-faire et à la résignation, on oppose l'idée que les échanges entre les habitants d'un territoire ne doivent pas par obligation se faire sur le seul modèle commercial. Il ne suffirait pas de seulement consommer pour être heureux et bien vivre. Au contraire.

Le Devoir



## LAVAL

Une «nouvelle» ville pour une rencontre municipale

Page 2



## RÉSEAU

La culture comme outil de développement territorial

Page 3

## MISSION REPÉRAGE(S)

Un élu et un artiste dans la ville

Page 4

## REVITALISATION

Un nouvel espace rural

Page 5

## CÔTE-NORD

Sept-Îles se développe en partenariat

Page 6



## LES ARTS ET LA VILLE

# « Proposer une offre de produits et services culturels complémentaire à celle de Montréal »

Laval accueillera le colloque du réseau Les Arts et la Ville

Nouvelle politique culturelle, Mondial choral, développement de la muséologie, arrivée d'une programmation jeunes publics à la Maison des arts, naissance de plus en plus de lieux de diffusion: d'un point de vue culturel, les choses bougent à Laval. Le moment est donc tout à fait choisi pour accueillir cette année, après une première expérience en 1995, le colloque Les Arts et la Ville, du 16 au 18 mai.

MARTINE LETARTE

Si, depuis quelques années, la culture prend de plus en plus de place à Laval, le lancement de la nouvelle politique culturelle, en octobre dernier, a été déterminant dans la décision de la Ville de Laval de poser sa candidature afin de recevoir le 20<sup>e</sup> colloque Les Arts et la Ville.

« Notre ancienne politique culturelle datait de 1991 et depuis, beaucoup de choses ont changé à Laval. D'abord, notons qu'en plus des champs culturels plus traditionnels que nous reconnaissons, comme les arts visuels, la musique, la danse et le théâtre, nous avons ajouté les disciplines plus actuelles des arts médiatiques et des arts du cirque », explique le directeur du service de la vie communautaire, de la culture et des communications de la Ville de Laval, Paul Lemay.

Avec la nouvelle politique, la structure de concertation des organismes culturels a également été revue. « Nous avions auparavant deux commissions consultatives assez pointues. Nous les avons repensées et grâce à la diversité des nouveaux membres, nous couvrons maintenant tous les champs culturels. D'ailleurs, leur premier mandat est de nous conseiller un plan d'action pour appliquer la nouvelle politique culturelle en tenant compte des priorités », poursuit-il.

De plus, avec l'arrivée du Cosmodôme, du Musée Armand-Frapier et du Centre d'interprétation de l'eau, la muséologie s'est déve-

loppée ces dernières années à Laval. « Ainsi, pour répondre aux nouveaux besoins, nous avons détaillé notre politique de soutien à la muséologie. Notre engagement se situe autant sur le plan de l'appui aux établissements existants qu'à celui du développement de nouveaux projets », indique M. Lemay.

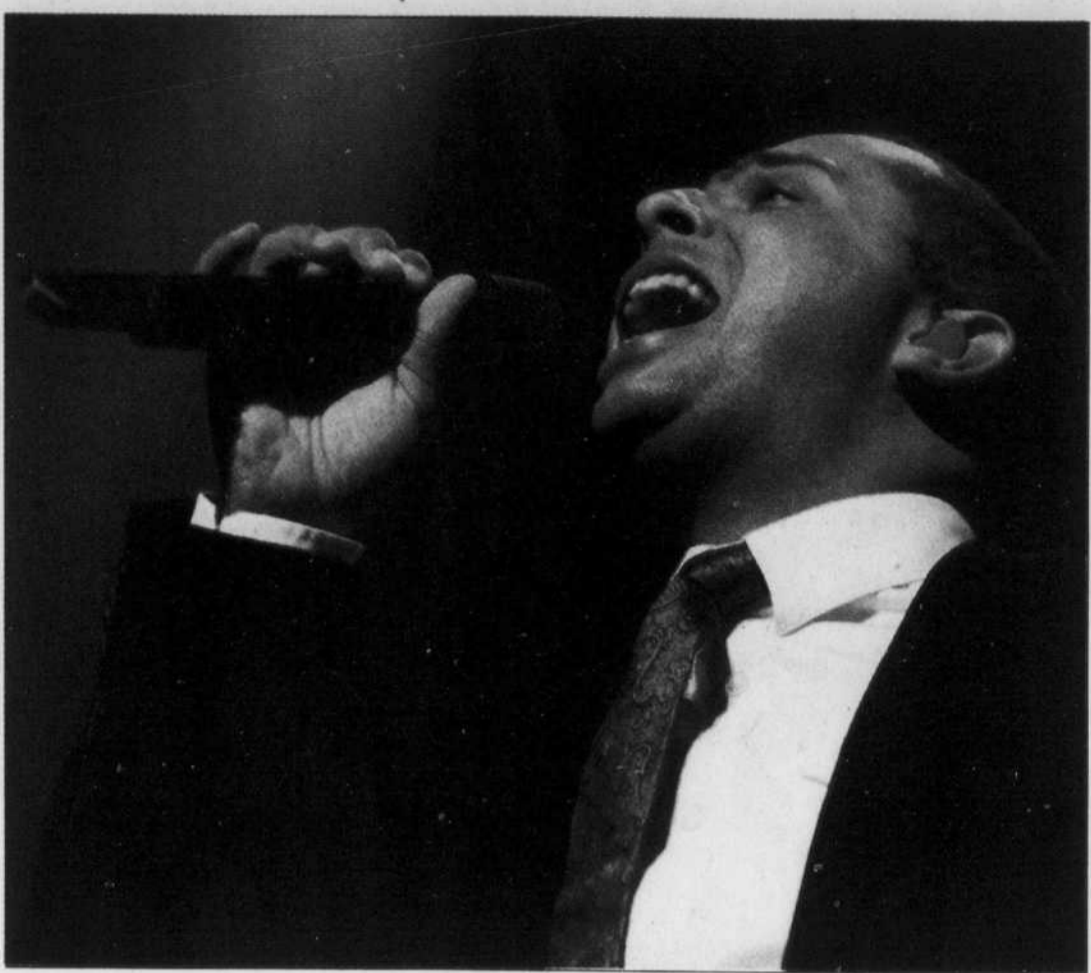
## Une identité propre

Le développement des musées à Laval, relié à la culture scientifique et aux hautes technologies, est un bon exemple de la spécificité que développe la ville par rapport à Montréal. Car, il faut bien l'avouer, rayonner à côté d'un grand centre comme Montréal représente un défi. « D'ailleurs, c'est un sujet nous aborderons pendant le colloque. Mais en même temps, il ne faut pas oublier qu'être voisin d'une ville comme Montréal représente également un atout puisque nous faisons partie de l'offre de services et de produits culturels de la grande région métropolitaine », affirme M. Lemay.

Sur le plan de la stratégie, Laval tente de se démarquer par rapport à Montréal, de développer ses propres particularités. « Nous ne voulons pas développer un volet lavallois du Festival de jazz de Montréal. Nous souhaitons plutôt proposer une offre de produits et services culturels complémentaire à celle de Montréal », précise M. Lemay.

## Laval, capitale du chant choral

D'ailleurs, là où Laval a particulièrement réussi à ajouter un



Depuis longtemps, le chant choral est important à Laval, notamment grâce au travail et à l'implication de Gregory Charles.

élément intéressant à l'offre culturelle générale de la métropole, c'est bien dans le domaine du chant choral. « Depuis longtemps, le chant choral est important à Laval, notamment grâce au travail et à l'implication de Gregory Charles. Toutefois, nous étions à la recherche d'un élément qui allait encore plus associer Laval au chant choral, ce que nous avons trouvé, il y a trois ans, avec le Mondial choral. L'arrivée de ce

festival a été très importante pour Laval. L'an dernier, l'événement a attiré un demi-million de spectateurs, ce qui n'est pas rien! », s'exclame M. Lemay.

Événement qui accueille des chanteurs de plusieurs pays du monde, le Mondial choral est également très ancré dans son milieu. « C'est certain qu'il y a les grandes compétitions nationale et mondiale, mais le festival, c'est aussi la présentation de plusieurs

petits spectacles, poursuit-il. En fait, chaque jour, des chorales locales se produisent dans des églises et des petites salles de spectacle. Beaucoup de ces chorales proviennent de différents quartiers de Laval, ce qui témoigne de la force locale du mouvement. »

De plus en plus de lieux de diffusion  
Au fil des ans, Laval a également vu quelques lieux de diffu-

sion prendre forme ou se moderniser. C'est le cas de la salle André-Mathieu, qui a été complètement rénovée il y a quelques années. « L'acoustique a été complètement refaite », précise M. Lemay. De plus, le Théâtre Marcelin-Champagnat a ouvert ses portes, en 2004. « C'est une salle privée, de qualité, qui propose une programmation au grand public », poursuit-il.

De plus, la Maison des arts existe depuis longtemps, mais depuis une dizaine d'années, elle propose une programmation destinée aux jeunes publics. « La Maison des arts rejoint ainsi toutes les écoles de Laval et de la couronne Nord. Différentes troupes du Québec viennent y présenter leurs spectacles et c'est vraiment un franc succès. Auparavant, les écoles pouvaient accueillir des troupes dans leur gymnase, mais les conditions de diffusion étaient difficiles », explique M. Lemay.

Enfin, pour s'imposer encore davantage en tant que capitale du chant choral, Laval a tout un projet dans ses cartons: la construction de la Cité chorale. Ce projet réunirait tous les maillons de la chaîne culturelle: production, diffusion et formation. Pour ce qui est du volet formation, la Cité chorale offrirait un programme chœur-études. Ce grand projet, piloté par Gregory Charles, serait construit tout près de la nouvelle station de métro Montmorency et serait évidemment utilisé à son plein potentiel pendant le Mondial choral.

« Le maire de Laval, M. Vaillancourt, a l'intention d'aller de l'avant avec ce projet. En ce moment, des discussions ont lieu avec les différents ordres de gouvernement en ce qui a trait au financement », précise M. Lemay.

Collaboratrice du Devoir

20<sup>e</sup> colloque annuel du réseau Les Arts et la Ville  
16, 17 et 18 mai 2007, à Laval

## Les artistes et la municipalité : Un rendez-vous pour bâtir l'avenir

Quelles formes la participation des artistes au développement local prend-elle ? Comment cette citoyenneté active rejoint-elle la mission des municipalités ? Comment les municipalités aménagent-elles une place à ce type d'engagement ?

### Plus d'une cinquantaine d'intervenants

Gilles Vaillancourt, maire, Ville de Laval | Jean Beaulieu, artiste et fondateur, ART-GO | Line Bérubé, vice-présidente Affaires corporatives, Aluminerie Alouette inc. | Lise Bissonnette, p.-d. g., Bibliothèque et Archives nationales du Québec | Grégory Charles, artiste | René Cormier, artiste et président, Fédération culturelle canadienne-française | René Derouin, peintre-sculpteur et fondateur de la Fondation Derouin, Val-David | Johanne Dumas, directrice générale et artistique, Société Maillardville-Uni-Festival du bois, Coquitlam, Colombie-Britannique | Éric Forest, maire, Rimouski | Jean Fortin, maire, Baie-Saint-Paul | André Fournelle, artiste, Montréal | Fram Kitagawa, directeur, Triennale d'art d'Echigo-Tsumari, Japon | Maud Le Floch, codirectrice compagnie Off, Tours et conceptrice de Mission Repérage(s), France | Gérard Perreau-Bezouille, maire adjoint aux Finances, Ville de Nanterre, France | Phéaille, directeur artistique, compagnie Le Phun, Toulouse-Tournefeuille, France | Louise Sicuro, présidente-directrice générale, Culture pour tous | Alain Trudel, directeur artistique et chef, Orchestre symphonique de Laval et plusieurs autres...

Animé par : Gary Boudreault, comédien

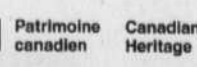
Depuis 1987, Les Arts et la Ville, un réseau qui réunit les milieux municipaux et culturels, œuvre à la promotion et au soutien de l'action culturelle et artistique locale. Joignez-vous à un mouvement de quelque 400 municipalités et organisations pour qui la culture et les arts sont synonymes d'avenir et de croissance.

LES ARTS  
ET LA VILLE

Pour découvrir le réseau ou consulter le programme complet du colloque, visitez le [www.arts-ville.org](http://www.arts-ville.org)

Informations : Tél. : 418 691-7480 Téléc. : 418 691-6119  
Courriel : [info@arts-ville.org](mailto:info@arts-ville.org)

Merci à nos partenaires :



SOCIÉTÉ  
LES ARTS ET LA VILLE

CE CAHIER SPÉCIAL

EST PUBLIÉ PAR LE DEVOIR

Responsable: NORMAND THÉRIAULT

[ntheriault@ledevoir.ca](mailto:ntheriault@ledevoir.ca)

2050, rue de Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec) H3A 3M9.

Tél.: (514) 985-3333 [redaction@ledevoir.com](mailto:redaction@ledevoir.com)

FAIS CE QUE DOIS

La culture au cœur de nos vies.

Tradition d'excellence,  
expression de la créativité  
et de la vitalité de nos gens,  
acteurs du milieu culturel  
et partenaires de notre développement.

À Drummondville, la culture  
c'est bien plus encore!

## LES ARTS ET LA VILLE

Coprésidence du réseau

## La culture comme outil de développement territorial

Le réseau Les Arts et la Ville célèbre cette année son 20<sup>e</sup> anniversaire

Depuis 20 ans, le réseau Les Arts et la Ville regroupe des acteurs du milieu culturel et du monde municipal. La présidente-directrice générale de Bibliothèque et Archives nationales du Québec, Lise Bissonnette, et le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, en sont les coprésidents.

BRIGITTE SAINT-PIERRE

La culture contribue au développement des municipalités et cette idée suscite maintenant davantage l'adhésion que par le passé, estiment les coprésidents du réseau Les Arts et la Ville, Lise Bissonnette et Jean Perrault.

«L'idée fondamentale que le développement d'une municipalité repose aussi sur son développement culturel et ne peut pas reposer que sur son développement économique ou commercial, ça a mis du temps à faire son chemin, mais ça fait son chemin», mentionne la présidente-directrice générale de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Lise Bissonnette. Il s'agit selon elle d'une conquête très récente du milieu culturel. Outre les possibilités d'emploi, la vitalité culturelle d'une région peut inciter des jeunes à y rester, estime-t-elle.

Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault, affirme que la culture est un outil de développement territorial. «A Sherbrooke, on utilise le développement culturel sous toutes ses formes», dit-il à titre d'exemple. Le plan d'urbanisme témoigne d'un intérêt à développer le centre-ville au moyen notamment d'activités culturelles et d'investissements culturels. Un Centre des arts de la scène est actuellement en construction. Des artistes ont par ailleurs peint des murales qui embellissent le centre-ville.

D'autres municipalités réservent aussi une place importante à la culture et en bénéficient, ajoute-t-il. Le festival le Mondial des cultures contribue par exemple à la notoriété de Drummondville, fait-il valoir.

## Échanges de pratiques lors du colloque

Les acteurs du monde municipal ont l'occasion de discuter de leurs expériences entre eux ainsi qu'avec des artistes et d'autres personnes du milieu culturel lors du colloque annuel du réseau Les Arts et la Ville, qui aura lieu cette année du 16 au 18 mai à Laval. «J'aime partager avec les autres ce qu'on a fait. J'aime entendre les gens de Québec, de Montréal, de Drummondville, de Rimouski, de Saint-Georges ou d'ailleurs nous dire ce qu'ils ont fait chez eux. On échange les meilleures pratiques, les meilleures idées», dit M. Perrault.

Cette année, le thème du colloque sera «Les artistes et la municipalité — Un rendez-vous pour bâtir l'avenir». «Le thème a rarement été aussi près de notre mission, de notre raison d'être, qui a toujours été de rapprocher les artistes et les élus municipaux», mentionne Mme Bissonnette.

Il sera notamment question lors du colloque de la façon dont les artistes s'insèrent dans la ville et de leurs pratiques. «L'art contemporain est de plus en plus un art d'intervention. On peut penser aux installations, à l'art public. Le marché de l'art traditionnel est en train de changer profondément. Beaucoup d'artistes font aujourd'hui des carrières à partir uniquement de leur présence dans l'espace public», affirme la coprésidente du réseau Les Arts et la Ville.

Mme Bissonnette sera conférencière à un atelier sur l'identité locale et les archives dans le cadre du colloque. Les deux autres conférenciers à cet atelier seront Carol Couture, conservateur et directeur général des archives à BAnQ, et Michel Adrien, maire de Mont-Laurier.

«Les municipalités, au cours des dernières années, des dernières décennies, ont beaucoup investi dans

leurs bibliothèques municipales [...]. Maintenant, on entre dans une autre étape, qui est celle de la mémoire collective dans les régions du Québec», dit la coprésidente du réseau Les Arts et la Ville. La gestion des archives est décentralisée au Québec et le soutien des municipalités est inégal, ajoute-t-elle. L'atelier permettra d'outiller les personnes qui y assisteront, de leur donner des informations, de répondre à leurs questions, de leur fournir des références et de leur mentionner des endroits où ils peuvent se renseigner sur ce sujet.

## Petites collectivités

Un autre atelier portera sur le développement culturel en milieu rural. Le réseau Les Arts et la Ville ne regroupe pas que de grandes municipalités. Des petites collectivités en font aussi partie. «On a fait beaucoup de démarches pour offrir des services à ces collectivités plus petites», affirme M. Perrault.

Le réseau  
Les Arts  
et la Ville  
est bien  
implanté  
au Québec,  
représentant  
environ 75 %  
de sa  
population

Le réseau met par exemple à la disposition de ses membres un centre de ressources dans Internet. Il a aussi créé trois catégories pour les prix Aménagement qu'il remet chaque année: une première pour les municipalités de 100 000 habitants et plus, une deuxième pour celles qui ont plus de 20 000 mais moins de 100 000 résidents, et une troisième pour celles de moins de 20 000 habitants. Il en va de même pour ses prix Culture et développement, lancés cette année.

## Communautés francophones hors Québec

Le réseau Les Arts et la Ville est bien implanté au Québec, représentant environ 75 % de sa population. Il poursuit son expansion non seulement au Québec, mais aussi au sein des communautés francophones et acadiennes d'autres provinces canadiennes. Depuis un an et demi, dix nouvelles municipalités du Nouveau-Brunswick, cinq de l'Ontario et une de la Nouvelle-Écosse s'y sont jointes. Un organisme de la Colombie-Britannique en est aussi devenu membre.

Un atelier lors du colloque de Laval portera sur les formes de collaboration possibles entre des municipalités et des organismes culturels des communautés francophones canadiennes à l'extérieur du Québec.

Pour la première fois cette année, le réseau Les Arts et la Ville remettra le Prix francophone du développement culturel local à une municipalité d'une province ou d'un territoire canadien à l'exception du Québec. Il remettra aussi pour la première fois lors du colloque le prix Citoyen de la culture à un organisme culturel ou communautaire membre du réseau, qu'il soit au Québec ou dans une autre province canadienne.

## Différentes régions du Québec

En plus de quelques invités de pays étrangers et de participants d'autres provinces canadiennes, des artistes et des décideurs de différentes régions du Québec prendront part au colloque. Certains conférenciers ou participants à des tables rondes habitent les Laurentides, l'Estrie, l'Outaouais, le Centre-du-Québec, la Mauricie, la Côte-Nord, le Bas-Saint-Laurent, Charlevoix, Chaudière-Appalaches, Québec, la Montérégie, Montréal ou Laval. Selon Mme Bissonnette, on assiste à une décentralisation de l'activité artistique. «C'est sûr qu'il y aura toujours plus d'artistes à Montréal et à Québec qu'il y en a ailleurs sur le territoire. C'est inévitable et c'est comme ça dans tous les pays du monde. Les grands centres attirent l'activité créatrice. C'est là que sont les galeries et les grands organismes de diffusion. Et en général, les artistes aiment beaucoup les grandes villes, le côté effervescent de l'activité culturelle. Mais beaucoup d'autres artistes maintenant veulent créer dans une certaine sérénité et sont allés s'établir en région. On le voit partout au Québec.»

Collaboratrice du Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Le festival le Mondial des cultures contribue à la notoriété de Drummondville.



LONGUEUIL  
1657  
2007

## Découvrez Longueuil!

Sa culture, son histoire,  
son dynamisme



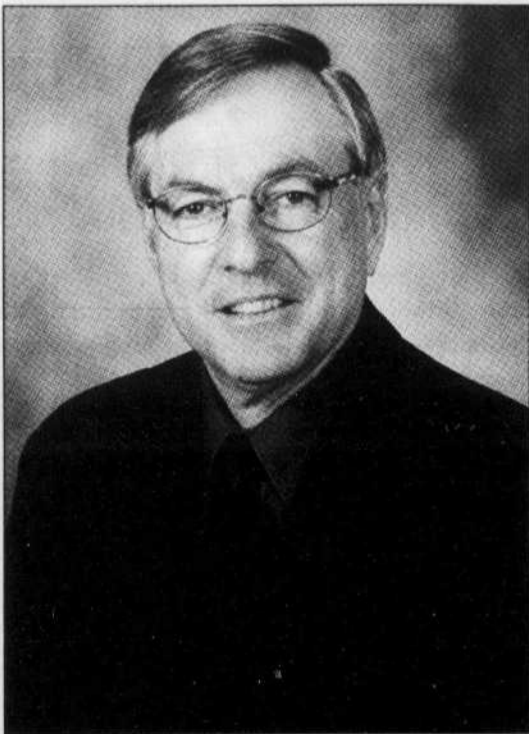
Pour connaître le programme  
complet des Fêtes du 350<sup>e</sup>

[longueuil350.ca](http://longueuil350.ca)  
450 463-7350



FRANCOVILLE 2007





SOURCE VILLE DE SHERBROOKE

Le maire de Sherbrooke, Jean Perrault



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La présidente-directrice générale de Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ), Lise Bissonnette



## 20 ans de complicité entre la culture et les collectivités

Le réseau Les Arts et la Ville contribue depuis 20 ans à améliorer la qualité de vie des collectivités en favorisant les échanges entre les élus des municipalités et les acteurs de la culture.

Une alliance porteuse de progrès et de mieux-être!

La ministre de la Culture,  
des Communications et de la Condition féminine,

Christine St-Pierre

Concertation  
Démocratisation,  
Vitalité culturelle,  
Échanges

Culture,  
Communications et  
Condition féminine  
Québec

## LES ARTS ET LA VILLE

Francophonie

## Un élu et un artiste dans la ville

Mission Repérage(s) s'est déroulé dans 17 villes et communes françaises entre 2002 et 2006

Un artiste et un élu municipal, carnets de notes à la main, qui déambulent dans les rues d'une ville tout en s'interrogeant sur les aménagements et les enjeux urbains à venir. Ceci semble peu probable, du moins au Québec. C'est pourtant ce que Maud Le Floch a accompli en France avec Mission Repérage(s).

PIERRE VALLÉE

Le projet Mission Repérage(s) s'est déroulé dans 17 villes et communes françaises entre 2002 et 2006, et s'est clos par la publication d'un livre intitulé *Un élu, un artiste*. Maud Le Floch, accompagnée de deux participants, l'homme de théâtre Phéaille et l'adjoint au maire de Nanterre, Gérard Perreau-Bezouille, viendront témoigner de leur expérience dans le cadre du colloque Les Arts et la Ville.

Codirectrice de la compagnie Off/pOla (Pôle des arts urbains) de Tours, Maud Le Floch est aussi urbaniste de formation et c'est la rencontre de ces deux disciplines qui lui a donné l'idée de Mission Repérage(s). «L'aménagement du territoire comprend plusieurs éléments, certains sociologiques, d'autres économiques, et nécessite donc une approche pluridisciplinaire», note-t-elle. Par contre, il n'y a jamais d'approche liée au domaine artistique. C'est cette rencontre et cet échange que j'ai voulu susciter.»

## Le déroulement de l'exercice

La première étape de l'exercice était d'approcher les élus et de leur proposer le projet. Ceux qui ont accepté furent ensuite rencontrés par Maud Le Floch et son équipe afin de déterminer les thématiques. L'élu choisissait l'artiste parmi une liste de candidats proposés par Mission Repérage(s). L'élu ne devait pas connaître l'ar-

tiste et ce dernier devait habiter à l'extérieur de la région. «J'ai aussi cherché à réunir des élus qui ont la responsabilité de faire la ville avec des artistes dont le travail s'effectue dans des lieux publics.»

L'artiste arrive donc en ville quelques jours avant la rencontre avec l'élu. Il en profite pour visiter la ville et dresser l'itinéraire qu'il proposera à l'élu. «L'artiste visite la ville comme s'il était venu y faire des repérages pour un film.» De son côté, l'élu dresse son propre itinéraire.

Au jour J, les deux personnes se rencontrent le matin. L'avant-midi est consacré à l'itinéraire de l'artiste, l'après-midi à celui de l'élu. Tout au long de cette promenade d'une journée, l'élu et l'artiste doivent prendre des photos, faire des croquis, prendre des notes, y aller de propositions et de suggestions qui seront ensuite consignées et illustrées sous forme de carte par l'équipe de Mission Repérage(s). Une seconde rencontre, quelques mois plus tard, permet à l'élu et à l'artiste, ainsi qu'aux acteurs culturels et politiques de la région, de faire le point.

Résultat de cet exercice dans les 17 villes et communes? Varié, selon les couples, admet Maud Le Floch, mais en général assez réussi. «Certains élus m'ont déclaré qu'ils avaient eu l'impression de vivre là une vraie journée municipale, hors des contraintes habituelles.» Du côté des artistes, il en est résulté une meilleure compréhension de l'élu et de sa dé-



Nanterre est présentement la cible d'un important projet d'aménagement urbain et immobilier. Il s'agit du projet Seine-Arche qui viendra transformer, à la suite de l'enfouissement d'une autoroute, l'espace urbain entre l'Arche de la Défense et la Seine.

«Les artistes qui travaillent dans l'espace public rencontrent les organisateurs, mais rarement les élus.»

Autre fait à noter: la promenade n'était pas reliée à un projet concret. «Comme il n'y avait pas d'enjeu de production, ils ont pu se déplacer dans la ville en partageant idées de projets, interroga-

tions et constats. L'absence d'enjeu créé dans la réalité. De plus, cela m'a permis de mieux comprendre l'élu et de lui faire davantage confiance. Cela est important parce que nous assistons en France à une décentralisation du soutien aux arts vers les villes et les régions. Les élus sont devenus maintenant nos partenaires.»

## L'artiste Phéaille

Directeur de la compagnie de théâtre de rue Le Phun, à Tournefeuille, près de Toulouse, Phéaille travaille dans l'espace public depuis près de 30 ans. Il a accepté sans hésiter la proposition de Mission Repérage(s). «Je connaissais Nanterre de l'extérieur pour avoir souvent passé devant puisque j'habitais, plus jeune, la banlieue ouest de Paris. Mais là, c'était l'occasion de la connaître de l'intérieur.»

Comment a-t-il choisi son itinéraire? «D'abord, j'ai tenu compte de l'individu que je devais rencontrer. Où emmener cette personne pour discuter des choses qui me préoccupent? Mais j'ai aussi déambulé dans la ville en me laissant aller à sentir et à imaginer ce que l'on pourrait inventer.»

Selon lui, cette rencontre d'un élu avec un élu a été très fructueuse. «D'une part, en présence d'un élu, je ne pouvais pas dire n'importe quoi. Cette réserve a créé un rapport plus intime et plus particulier propice à la réflexion. Ensuite, cela a permis d'introduire l'imaginaire de l'espace urbain dans la démarche de

l'élu, lui qui est habituellement ancré dans la réalité. De plus, cela m'a permis de mieux comprendre l'élu et de lui faire davantage confiance. Cela est important parce que nous assistons en France à une décentralisation du soutien aux arts vers les villes et les régions. Les élus sont devenus maintenant nos partenaires.»

## L'élu

## Gérard Perreau-Bezouille

Gérard Perreau-Bezouille est un des adjoints au maire de Nanterre, responsable, entre autres, des finances publiques. «Au départ, j'étais curieux et je sors de l'expérience enthousiaste. C'est une expérience qui en valait bien le coup. Tout ce qui peut m'amener à m'interroger sur mes visions de ma ville m'intéresse. C'est ce que cette rencontre a permis.»

Quel itinéraire a-t-il choisi pour Phéaille? «Je me doutais que Phéaille m'emmènerait dans les endroits déjantés et en friche. J'ai choisi un itinéraire basé sur l'histoire de Nanterre et je l'ai emmené dans les endroits qui font la fierté de Nanterre.» Rappelons que Nanterre est une municipalité collée sur Paris, bordée à l'ouest par la Seine et à l'est par le quartier de la Défense.

La rencontre avec Phéaille ne pouvait pas mieux tomber pour Gérard Perreau-Bezouille puisque Nanterre est présente la cible d'un important projet d'aménagement urbain et immobilier. Il s'agit du projet Seine-Arche qui viendra transformer, à la suite de l'enfouissement d'une autoroute, l'espace urbain entre l'Arche de la Défense et la Seine. «Ce projet permettra de recoudre les quartiers qui étaient en rupture. Nous avons prévu une série de terrasses et d'espaces verts qui relieront les deux pôles. Il faut donc aussi penser à l'activité humaine. Une rencontre comme celle avec Phéaille permet justement des éclairages différents.»

Selon Maud Le Floch, l'aménagement d'une ville ne peut plus se faire uniquement sur la base de critères économiques et techniques. «Il faut aussi une approche qui tienne compte de l'aspect artistique.» Gérard Perreau-Bezouille abonde dans le même sens. «L'aménagement urbain demande aujourd'hui la participation citoyenne des habitants. Il faut donc y rajouter une nouvelle dimension: celle de l'expression sensible.»

Collaborateur du Devoir

## MUNICIPALITÉS ET ARTISTES : UN MARIAGE HEUREUX DEPUIS 20 ANS !

L'Union des municipalités du Québec est fière de s'associer au 20<sup>e</sup> anniversaire du réseau Les Arts et la Ville et de contribuer au développement culturel du Québec.

L'UMQ représente les municipalités de toutes tailles dans toutes les régions du Québec. Neuf commissions permanentes regroupant une centaine d'élus et de nombreux spécialistes alimentent la réflexion et les actions de l'Union.

M. Ghislain Lévesque, maire de Sept-Îles et président de la Commission permanente de la culture, des loisirs et de la vie communautaire de l'UMQ vous présente les élus membres de la commission :

- ▶ M. Jean Perrault, maire de Sherbrooke et président de l'UMQ
- ▶ M. Jean Fortin, maire de Baie-Saint-Paul
- ▶ Mme France Auger, conseillère municipale de Victoriaville

## Observatoire de la culture

## Les villes prennent le virage culturel

Les postes budgétaires réservés à la culture et aux loisirs avoisinent maintenant les 400 M\$

L'Observatoire de la culture et des communications étudie en ce moment les dépenses culturelles des municipalités de la province. Les premiers résultats, publiés en février

dernier, démontrent que les villes sélectionnées financent elles-mêmes la majorité de leurs efforts culturels, dont les bibliothèques sont les premières bénéficiaires.

MARIE LAMBERT-CHAN

Que les mauvaises langues se le tiennent pour dit: les villes font beaucoup pour le développement de la culture. Envi-

ron 80 % de leurs dépenses culturelles sont financées à même les contributions municipales, comme les impôts fonciers, selon les données d'un projet-pilote publiées en février dernier par l'Observatoire de la culture

et des communications du Québec (OCCQ).

Amorcée il y a quelque temps sous la houlette de l'ancien directeur de l'OCCQ, Serge Bernier, cette étude visait à évaluer de manière détaillée l'argent consacré à la culture par 11 villes, soit Gatineau, Laval, Lévis, Longueuil, Montréal, Québec, Rimouski, Rouyn-Noranda, Saguenay, Sherbrooke et Trois-Rivières. «Il est vrai qu'on peut obtenir des renseignements comptables sur ces dépenses dans le rapport financier annuel remis par les municipalités québécoises au ministère des Affaires municipales et des Régions (MAMR), explique celui qui est aujourd'hui consultant pour l'Observatoire. Mais nous voulions préciser le portrait et, par la même occasion, le compléter grâce aux données supplémentaires que les villes nous ont fournies.»

Le groupe de recherche a élaboré un instrument de mesure déclinant l'éventail des dépenses de fonctionnement qui, d'ordinaire, sont regroupées dans une seule case dans le rapport du MAMR. Cet outil répartit les sommes versées selon les domaines culturels

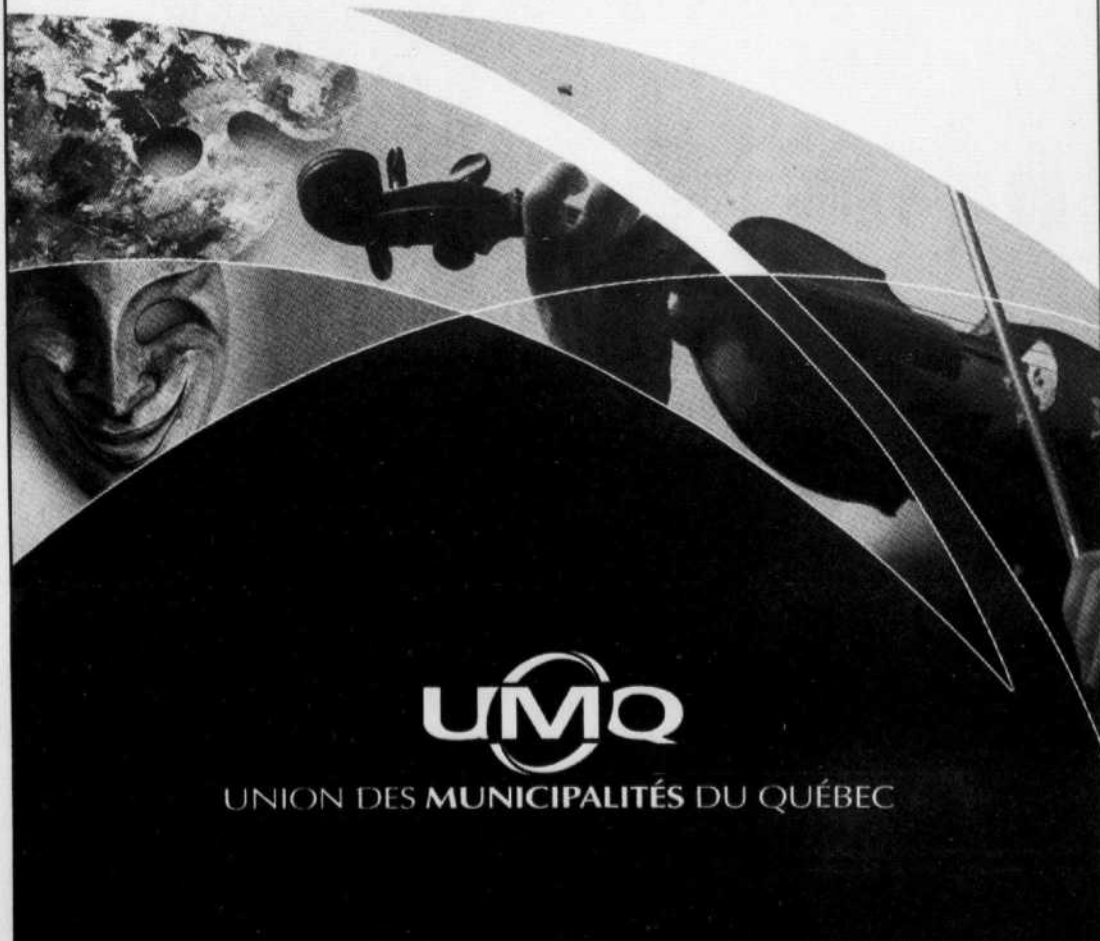
Culture Montréal est une organisation indépendante qui contribue à affirmer le rôle central de la culture dans le développement de Montréal

culture

Les Arts et la Ville  
20 ans, l'âge de tous  
les futurs possibles

www.culturemontreal.ca

VOIR PAGE 15: CULTURE



## LES ARTS ET LA VILLE

Développement culturel

## Un nouvel espace rural

La culture comme outil de revitalisation des régions

Les habitants du monde rural, dans plusieurs coins du Québec et d'ailleurs, ont pris en main le développement culturel local, qui passe par une implication citoyenne. Ils répertorient leurs richesses et ont à cœur de les mettre en valeur. Il en a va ainsi des expériences vécues à Saint-Camille et dans l'Est de l'Ontario.

RÉGINALD HARVEY

Dans le petit village de quelque 450 citoyens de Saint-Camille, qui est situé non loin d'Asbestos, le projet «Le P'tit Bonheur» a vu le jour en 1988. Sylvain Laroche, un homme profondément ancré sur ces terres ancestrales depuis quelques générations, en fut l'un des instigateurs et des fondateurs. Quelle était l'idée de départ d'une telle initiative de la part d'un groupe de sept personnes? «Je crois que c'est une réaction à un phénomène qui se produit dans une petite municipalité, soit celui de la décroissance démographique. A un moment donné dans le sillage de celle-ci, il y a des bâtiments qui se libèrent. Dans notre cas, ce fut le magasin général qui était situé à la croisée des chemins.»

Fondé en 1848, le village comptait autour de 1100 habitants lors de la première grande guerre et il se videra, comme bien d'autres, lors du mouvement d'industrialisation et d'urbanisation qui a marqué le deuxième conflit mondial entre 1939 et 1945. Au milieu des années 1980, M. Laroche voit alors disparaître l'ensemble des services de proximité d'un petit patelin dont l'héritage culturel est très riche, notamment grâce à la

présence d'une communauté religieuse qui lui a servi de phare. Voilà le contexte.

## Le P'tit Bonheur prend forme

Au milieu des années 1980, la Caisse populaire prend donc possession du magasin général et un groupe privé de citoyens, le «Groupe du coin», décide de s'en porter acquéreur. «On se considère comme un groupe de capital de risque de biens communs qui est éventuellement devenu acquéreur d'autres bâtiments.»

Le P'tit Bonheur deviendra plus tard un organisme de développement communautaire et culturel à but non lucratif qui rayonne sur toute la MRC des Sources, notamment à titre d'organisme diffuseur de spectacles. Le nouveau magasin sert à diverses manifestations relevant des arts de la scène et abrite une salle d'exposition. Plusieurs activités communautaires et de formation se déroulent à cet endroit, où des repas sont même servis.

## Un endroit de rassemblement et d'échange

Sylvain Laroche dépêché ce que sont devenus ces lieux quelque 20 ans plus tard: «Auparavant,

c'était un magasin général où il y avait toutes sortes de produits. Maintenant, c'est en quelque sorte un magasin général de services. Il en résulte qu'il y a des gens qui viennent y chercher des pizzas, d'autres qui assistent à des spectacles ou qui regardent des expositions, et certains qui suivent des formations.» Il cerne un autre aspect de la vocation de cet immeuble: «C'est aussi un lieu qui est dédié à la collectivité et où sont tenues des assemblées générales. On y célèbre les journées de la culture et de la francophonie. On se trouve à rejoindre un peu tout le monde.»

Avec le temps, il mesure d'autres résultats obtenus: «C'est un organisme qui travaille beaucoup avec d'autres regroupements du territoire. C'est un peu l'enjeu de toutes nos collectivités que celui du codéveloppement. Pour innover en milieu rural, il faut travailler en partenariat.»

Saint-Camille s'est fixé pour objectif une augmentation de population de 10 % en dix ans et pour y arriver, la mise en commun des efforts fait partie du plan: «Il y a 25 organismes communautaires et culturels dans notre petit milieu et on doit travailler encore davantage en réseau entre nous et avec les villages alentours.»

## Du côté de l'Ontario

Dans la partie rurale est de l'Ontario, le gouvernement de cette province a importé un programme venu des États-Unis qui s'appelle «Echanges et premières impressions»: il sert à jumeler des collectivités de proximité qui s'associent pour valoriser leurs mi-

lieux de vie respectifs. L'Université du Wisconsin a développé un tel outil.

Chef du développement économique régional de l'Est à la Direction du développement des collectivités rurales pour le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation et des Affaires rurales de l'Ontario, Claude Rivet explique l'usage qui en est fait: «On a pris connaissance de l'existence de ce produit et on l'a adapté et raffiné selon nos besoins. Il sert au développement des collectivités rurales en passant étape par étape à travers un processus très structuré de survol très large de ces dernières.»

## Rejoindre des personnes

Dès la première phase d'un projet, le programme prévoit la formation d'une petite équipe d'environ quatre à sept membres appartenant à chacune des municipalités réunies: «On cherche à rassembler un groupe varié; il peut s'agir d'individus qui viennent de la chambre de commerce, de personnes âgées ou d'adolescents, d'un gérant d'une entreprise industrielle, d'un agent immobilier, d'un représentant des services sociaux et communautaires, etc.»

Chacune des équipes est appelée à dresser un inventaire exhaustif des ressources dispo-

nibles dans les deux lieux de vie respectifs pour en établir les forces et les limites: «On tente d'associer des collectivités dont la logique montre qu'elles sont semblables; elles sont situées à deux ou trois heures de distance l'une de l'autre. On se pose des questions comme celles-ci: qu'est-ce qui est semblable aux deux endroits? Est-ce que les deux ont un hôpital? Le nombre d'habitants est-il approximativement le même?»

## Former des intervenants

L'étape suivante consiste à former les gens à l'outil «Echanges et premières impressions», qui leur servira d'instrument de mesure dans leur travail d'évaluation. À l'aide du manuel d'instructions, ils se livreront à l'exercice de scruter la collectivité dans ses moindres détails, comme l'explique M. Rivet: «On dresse un portrait de la collectivité sous tous ses aspects, aussi bien sur le plan de ses points forts que sur celui de ses points faibles. Il est question de l'entrée dans la municipalité, des logements, d'éducation et de santé, de services sociaux et d'urgence, d'économie locale, de services professionnels, commerciaux et gouvernementaux, de tourisme et de loisir, d'art et de culture.»

## Passage à l'action

Le ministère soutient l'équipe dans plusieurs des aspects de son travail, dont celui de la préparation de son rapport final, qui, une fois complété, sera présenté à des représentants de chacun des deux milieux: «On invite des dirigeants communautaires et politiques à prendre connaissance de celui-ci, de ses observations et de ses recommandations. On leur explique ce qu'on a vu en bien et en mal avec des photos et des témoignages à l'appui.»

Claude Rivet poursuit: «À partir de là, on est en mesure de se dire: où est-ce qu'on s'en va? Sur quoi est-ce qu'on travaille pour améliorer la collectivité et la région? Le tout devient un plan d'action. On regarde ce qu'on peut commencer à faire de façon très simple et rapide dans le domaine touristique ou culturel, on observe ce qu'on doit faire de façon plus large pour nettoyer les lieux et les embellir, on évalue notre potentiel industriel, on s'occupe de marketing et de valorisation de l'image.» Il ajoute: «Du côté du ministère, on continue de travailler avec les collectivités pour bâtir le plan stratégique de suivi, comportant des petites étapes à court terme et des bonds en avant plus grands qui se situent plus à long terme.»

Collaborateur du Devoir

## CULTURE

SUIITE DE LA PAGE 1 4

(bibliothèques, arts et lettres, festivals et événements culturels, patrimoine, art public et design, etc.) et les catégories de dépenses (salaires et avantages sociaux, subventions octroyées, cachets d'artistes et honoraires, achats de biens et services, etc.).

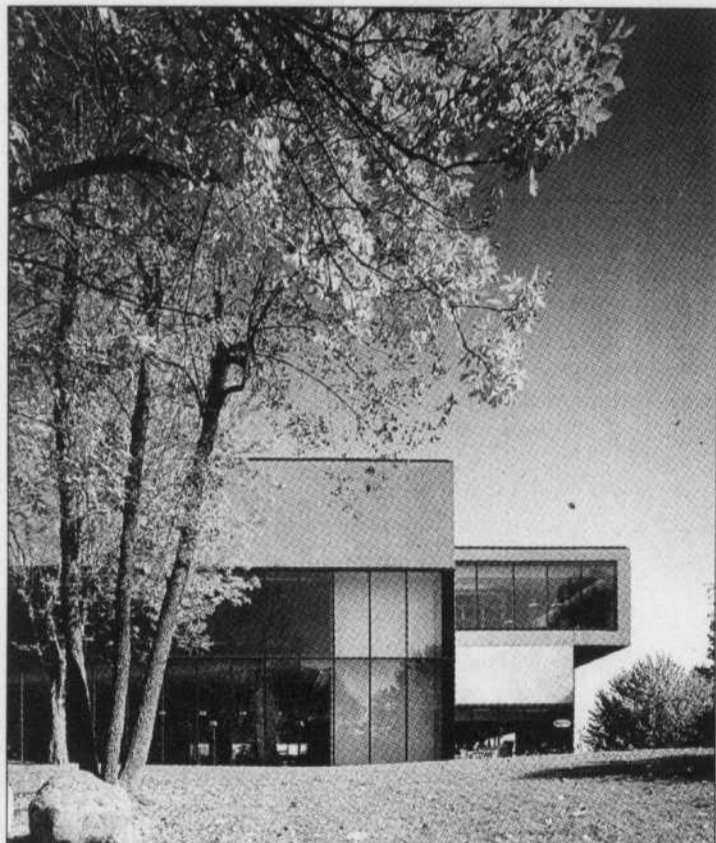
## Des budgets accrus

Les municipalités étudiées ont déboursé 353,2 millions de dollars en 2003 et 371,2 millions en 2004 dans les arts et loisirs, ce qui correspond à 7,2 % de leur budget de fonctionnement total. Cette progression de 5,1 % est légèrement supérieure à l'augmentation de 4,6 % de l'ensemble des dépenses des 11 villes de même qu'à l'inflation, qui s'est accrue de 1,9 % au Québec au cours de la même période.

«Au cours des dix dernières années, j'ai remarqué que les villes contribuent de manière toujours plus soutenue au secteur culturel, témoigne Nathalie Ouellet, chef du service des arts et de la culture de la Ville de Lévis et présidente du comité consultatif sur les municipalités et les administrations locales de l'OCCQ. Elles ont compris que le développement de la culture est en partie garant de la qualité de vie des citoyens. C'est le moyen par excellence pour stimuler l'appartenance à la collectivité et pour ancrer certaines valeurs sociales.»

## Des livres d'abord

Sans surprise, les bibliothèques publiques municipales et leurs ressources humaines récoltent la part du lion. Les 11 villes ciblées y ont investi 123,8 millions de dollars en 2003 et 129,8 millions en 2004, soit près de la moitié des dépenses en services rendus, évaluées à quelque 270 M\$ en 2003 et 280 M\$ en 2004. À eux seuls, les achats de livres, de périodiques et d'enregistrements ont entraîné des débours de plus de 18 millions de dollars. Les arts visuels, les métiers d'art, les arts médiatiques, les arts de la scène et le multimédia se partagent quant à eux environ 48 M\$. Viennent ensuite les festivals, les événements culturels, les loisirs culturels et scientifiques, de même que la conservation d'archives histo-



MARC CRAMER

La Bibliothèque municipale de Châteauguay, prix d'excellence en architecture en 2005

riques, dont les dépenses varient entre un et sept millions de dollars, selon l'année.

Bien que les gouvernements provincial et fédéral ne subventionnent que 10 % des dépenses culturelles des municipalités, leur contribution demeure néanmoins particulièrement importante dans le maintien et le développement du patrimoine, de l'art public et du design, dont elle couvre près du tiers des coûts qui, au total, s'élevaient à 66 M\$ en 2003 et 67 M\$ en 2004. «On souhaiterait que les gouvernements soient plus présents dans d'autres secteurs», remarque à ce sujet Nathalie Ouellet.

Fait intéressant à noter, l'analyse par catégorie de dépenses révèle que les municipalités ont directement versé 53,2 M\$ aux artistes, aux organismes du milieu culturel et aux travailleurs culturels en 2004, une augmentation de 2,1 M\$ par rapport à l'année précédente.

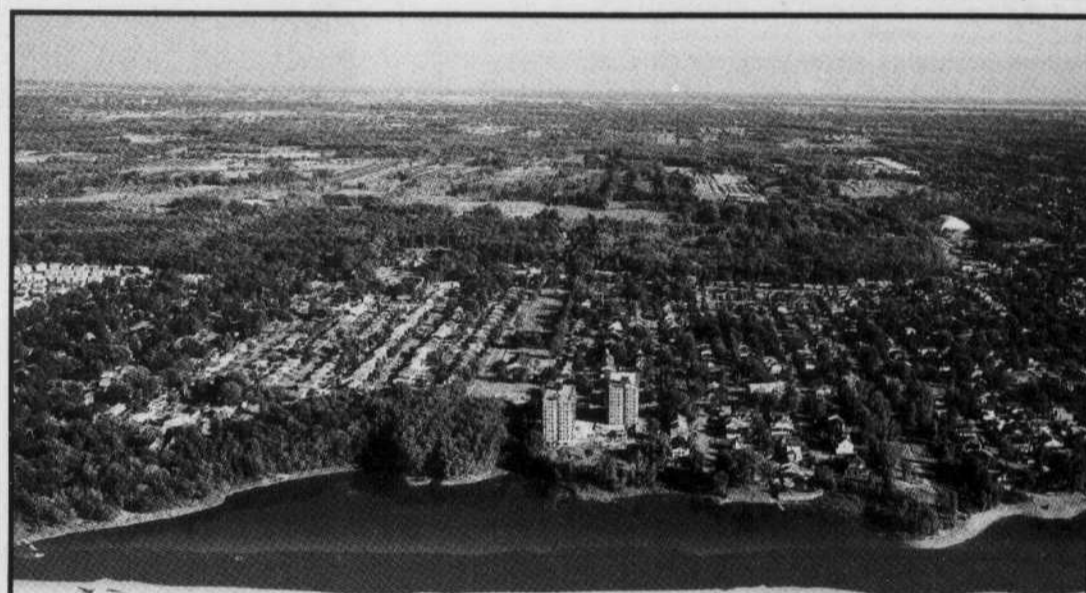
La méthodologie étant désor-

mais éprouvée, l'OCCQ souhaite inclure dans sa démarche suffisamment de villes pour couvrir au moins 80 % de l'ensemble des dépenses municipales au chapitre de la culture. La taille des agglomérations joue par ailleurs un rôle important dans cette partie de l'enquête, puisque le système de mesure permettra notamment aux villes de comparer leurs efforts culturels à ceux de leurs semblables.

Loin de concerner uniquement les administrations municipales, l'étude «fournira aussi aux professionnels de la culture et aux citoyens des arguments chiffrés et validés pour mieux discuter avec leurs élus», précise Nathalie Ouellet.

Dès le 16 mai prochain, les municipalités qui veulent mettre la main à la pâte trouveront le système de compilation et sa méthode de mesure dans le site Internet de l'OCCQ au [www.stat.gouv.qc.ca/observatoire](http://www.stat.gouv.qc.ca/observatoire).

Collaboratrice du Devoir



Laval

Ville hôte du 20<sup>e</sup> colloque  
Les Art et la Ville  
du 16 au 18 mai 2007

Laval, ville de culture  
Une culture ouverte et vivante !

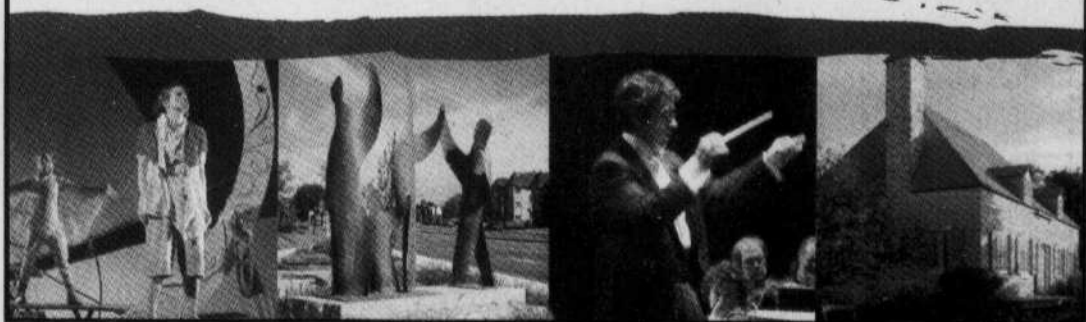


Ma ville... Mon avenir!

450 978-8000

[www.ville.laval.qc.ca](http://www.ville.laval.qc.ca)

Photos : E. Martin, J. Lesage, D. Raymond, G. Dutil et J. Gratton.



Vingt fois bravo pour ces efforts à promouvoir les arts et la culture !

[ville.montreal.qc.ca/culture](http://ville.montreal.qc.ca/culture)MONTREAL  
METROPOLE  
CULTURELLE

Montréal

## LES ARTS ET LA VILLE

CÔTE-NORD

# Sept-Îles se développe en partenariat

« La culture, c'est ce qui nous sert à nous identifier en tant que collectivité », note le maire

Une entente de développement culturel toute particulière est en place depuis deux ans à Sept-Îles. Outre certains ajustements d'usage, tout semble aller bon train jusqu'à présent, selon les commentaires recueillis. Quand tout le monde met la main à la pâte...

THIERRY HAROUN

L'entente de développement culturel 2004-2007 de Sept-Îles est un partenariat entre le ministère de la Culture, la municipalité de Sept-Îles et l'aluminerie Alouette. Outil de planification, de gestion, et de concertation entre les partenaires intéressés, cette entente de développement culturel découle de l'adoption, en 2004, de la politique culturelle de la Ville de Sept-Îles.

D'une durée de trois ans, cette entente, visant à favoriser la réalisation de projets qui permettent d'animer le milieu culturel et de sensibiliser la population aux diverses facettes des arts et de la culture, comporte des investissements totalisant 272 000 \$. Le ministère de la Culture et des Communications et l'aluminerie Alouette y injectent chacun 90 000 \$, alors que la Ville de Sept-Îles y investit 92 000 \$.

Si l'administration et le suivi de l'entente sont assurés par un comité de coordination constitué des trois partenaires, la municipalité de Sept-Îles, elle, est responsable de la gestion financière de l'entente, dont la conduite des bilans annuels.

Cette entente a aussi prévu la constitution d'un fonds de développement culturel doté d'une

enveloppe budgétaire de 120 000 \$. Ce fonds comporte deux volets. Le premier s'adresse aux organismes culturels et aux établissements du milieu de l'éducation. Et le second — les bourses Alouette — s'adresse aux artistes, aux artisans et aux entreprises culturelles.

Ses objectifs visent principalement à soutenir la réalisation d'initiatives culturelles qui sortent du cadre d'intervention régulier des organismes culturels, à offrir à des acteurs culturels du milieu une occasion supplémentaire d'acquiescer de l'expérience ou de la reconnaissance, ainsi qu'à encourager des initiatives ayant des retombées dans la collectivité (sensibilisation, formation, expérimentation et autres découvertes).

### Entente singulière

Mais voilà, ce qui distingue cette entente de développement culturel d'autres ententes de ce type déployées à travers la province, c'est qu'elle s'est adjointe une entreprise privée locale, en l'occurrence l'aluminerie Alouette, note Luc Bourassa, responsable de la direction de la Côte-Nord du ministère de la Culture (MCC).

De ce fait, cela permet de subventionner directement le projet d'un artiste ou d'un artisan, permettant ainsi de faire émerger des initiatives qui autrement n'auraient pas vu le jour. Par exemple, la chanteuse innue Katia Rock, de Malioténam, a ainsi pu profiter d'une bourse Alouette de 3000 \$ pour faire un disque de ses pièces musicales. Qui plus est, elle fait partie des artistes sélectionnés, parmi 355 candidatures, dans le cadre de la prochaine édition du Festival en chansons de Petite-Vallée, qui se tiendra du 25 juin au 3 juillet, souligne de son côté Françoise Trudel, conseillère en développement culturel à la direction de la Côte-Nord du MCC.

«Vous savez», ajoute M. Bourassa, l'implication d'Alouette dans cette entente est importante. Il eut



La ville de Sept-Îles

SOURCE VILLE DE SEPT-ÎLES

été facile pour cette entreprise de faire un chèque à la municipalité il y a deux ans et de dire: «Voici ma contribution, allez-y et n'oubliez pas d'afficher mon logo». Mais ce n'est pas du tout le cas, ça ne se passe pas comme ça. Mme Line Bérubé, à titre de représentante d'Alouette, est très présente et elle participe au comité de sélection en y mettant son grain de sel.»

### Alouette au cœur de l'action

L'implication d'Alouette dans ce partenariat est «directement reliée à notre philosophie d'entreprise, qui s'inscrit dans les principes du développement durable», confirme Line Bérubé, vice-présidente aux affaires «corporatives» chez Alouette. «Cette en-

tente, dit-elle, permet de répondre à des besoins particuliers. Et jusqu'à présent, on a réussi à donner un bon coup de pouce aux entreprises culturelles locales. C'est aussi une façon de favoriser la rétention des gens dans la région et d'en attirer d'autres.»

D'ailleurs, la participation d'Alouette dans le secteur culturel de la région ne se résume pas à cette seule entente, dit-elle. Au cours des ans, cette aluminerie, qui emploie quelque 900 personnes, a apporté sa contribution à des événements et des organismes culturels, tels le Salon du livre de la Côte-Nord, le festival de films Ciné-7, le Musée régional de la Côte-Nord, la salle de spectacle de Sept-Îles et le festival Innu Nikamu, notamment.

### Un partenariat réussi

Cela dit, il faut savoir que c'est le premier magistrat de la municipalité de Sept-Îles, Ghislain Lévesque, qui a eu l'idée d'associer Alouette à cette entente, et ce, dans le cadre de l'instauration par les libéraux de Jean Charest des fameux — sinon controversés — partenariats public-privé. «Quand, en 2003, il a été question des PPP, j'ai eu cette idée d'intégrer une entreprise privée dans cette entente. Et à la Ville, on était convaincu que le gouvernement du Québec serait intéressé par cette approche novatrice», lance le maire Lévesque, en ajoutant que «la culture, c'est ce qui nous sert à nous identifier en tant que collectivité».

Depuis, et en date du 2 mars dernier, une douzaine de projets

culturels ont été réalisés ou sont en voie de l'être. Parmi ceux-ci, Ghislain Lévesque mentionne le projet intitulé «Cinéastes de la Côte-Nord», une marée d'imagination qui consiste à former et à accompagner des jeunes dans la réalisation et la production d'un court-métrage portant sur l'identification à leur coin de pays. «Écoutez, on parle ici d'une quinzaine de courts-métrages qui ont été faits par des jeunes dans les écoles. C'est merveilleux de voir la qualité de ces travaux», raconte le maire qui, on l'aura deviné, souhaite voir l'entente reconduite une fois que le bilan des trois années sera complété. «On se croise les doigts. Je suis un optimiste de nature.»

Collaborateur du Devoir



Le maire de Sept-Îles, Ghislain Lévesque

Gatineau et Montréal

# Un maire battu pour cause d'art public

La consultation comme seul moyen de faire accepter une œuvre originale

Comment faire en sorte que la population s'approprie les projets artistiques? Peut-on rapprocher les citoyens et l'art public? Le 17 mai prochain, ces questions et bien d'autres feront l'objet d'un forum de discussion, à l'occasion de la 20<sup>e</sup> édition du colloque Les Arts et la Ville. En voici les grandes lignes.

CLAIRE HARVEY

Gatineau, avril 2006. L'intégration de l'œuvre d'art public *Réflexion* d'André Fournelle dans la municipalité suscite de vifs débats, notamment parce que le projet coûte 300 000 \$. Il s'agit du début de l'affaire «des arbres en métal», comme l'appelle le quotidien *Le Droit* en faisant allusion aux 64 arbres en acier, en bois et en acrylique que l'œuvre comporte.

Conseiller municipal et président de la Commission des arts, de la culture, des lettres et du patrimoine de la Ville de Gatineau, Simon Racine a été au cœur de la tempête. «Le maire Yves Ducharme a été défait, rappelle-t-il. Les citoyens protestaient dans les courriers des lecteurs, les lignes ouvertes, et nous acheminions des courriels. Les gens nous demandaient pourquoi nous dépensions des milliers de dollars dans une œuvre d'art, alors qu'il y avait d'autres priorités comme les nids-de-poule.»

### Un processus rigoureux

Avant d'approuver le projet, le conseil municipal de Gatineau avait pourtant suivi un processus de sélection rigoureux. Un jury composé de citoyens, d'artistes, d'architectes et de conseillers municipaux avait étudié 21 propositions reçues dans le cadre d'un concours national et choisi *Réflexion* à l'unanimité. Consultée au moment d'adopter le plan d'urbanisme, la population était d'avis qu'il fallait souligner l'entrée du centre-ville. Les citoyens avaient également pu se familiariser avec le projet lors d'une exposi-

tion. Par ailleurs, il ne s'agissait pas d'une «folle dépense» puisque la Ville de Gatineau n'alloue que 1 % de son budget à l'art public.

Comment expliquer un tel tollé? «Subventionner l'art public ne fait pas encore partie de nos mœurs, avance le conseiller municipal. Il aurait fallu adopter une meilleure stratégie de communication et expliquer les avantages que comporte l'art public pour une collectivité. Les villes qui se démarquent sur le plan touristique ont toute une forte identité culturelle.»

Inaugurée en janvier dernier, *Réflexion* marque l'entrée du centre-ville de Gatineau, à l'intersection des boulevards Maisonneuve et Sacré-Cœur. Selon M. Racine, l'œuvre d'art est aujourd'hui mieux accueillie par la population locale. «Les gens semblent désormais avoir une image plus positive des lieux, ce qui était d'ailleurs le but. Nous souhaitons que l'œuvre soit une source de fierté pour les Gatinois.»

### Des œuvres phares

Il y a de fortes chances pour que ce souhait se réalise. Les projets d'art public naissent souvent dans la controverse. Par la suite, les gens s'habituent et les œuvres constituent l'image de marque de la ville. Par exemple, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, les Parisiens avaient honte de la tour Eiffel, devenue depuis le symbole par excellence de la capitale de la France. Montréal, Québec, Sherbrooke... toutes les villes qui ont investi dans l'art urbain ont soulevé des controverses. Mais au-



Une des propriétés de l'École de technologie supérieure dans Griffintown: la vieille brasserie O'Keefe.

SOURCE ETS

jour d'hui, personne ne remet plus les œuvres en question.

André Fournelle souligne qu'il est très rare qu'une œuvre d'art public fasse l'unanimité. «Dès qu'on parle d'investir dans la culture, c'est toujours de l'argent qui est gaspillé, dit le sculpteur. On n'y peut rien. On observe la même chose avec la musique actuelle et la danse contemporaine. Cela rejoint un petit public d'initiés.»

Mais il y a une lente évolution. «Jadis, quand Picasso présentait ses toiles, les gens trouvaient qu'elles étaient horribles; aujourd'hui, on reconnaît son génie, précise l'artiste. Les œuvres importantes sont des phares qui cassent les lieux connus et c'est ce qui fait avancer les choses.

Elles permettent d'aller plus loin. C'est d'ailleurs ce qui différencie les œuvres phares des œuvres strictement décoratives.»

### S'approprier le projet

Comment pourrait-on aider la population à apprivoiser l'art public? «En lui donnant la chance de s'approprier le projet bien avant la première pelletée de terre, répond Philippe Drolet, conseiller professionnel et architecte. Souvent, les élus croient que la beauté de l'œuvre aidera les citoyens à l'apprécier. Ce n'est pas le cas. S'ils étaient sensibilisés à l'importance d'avoir de l'art public sur leur territoire, ils accueilleraient mieux le projet.»

De l'avis de M. Drolet, il est nor-

mal que l'aménagement de telles œuvres s'accompagne de débats. «Lorsqu'on modifie le patrimoine visuel des gens, on doit s'attendre à ce qu'ils réagissent. À partir du moment où l'on intervient sur un espace qui est anodin, on change la façon dont les citoyens perçoivent leur ville. C'est aussi une belle occasion pour eux de s'approprier de l'espace. Peut-être se diront-ils qu'il y a des choses qui pourraient être faites ailleurs et demanderont-ils aux concepteurs d'aller plus loin, le but étant de construire la ville.»

### Favoriser le dialogue

Pour mobiliser les citoyens, les élus peuvent s'inspirer des «Dialogues de Griffintown». Organisé

conjointement par l'arrondissement Sud-Ouest de Montréal et l'organisme Design Montréal, cet exercice de planification en matière d'urbanisme avait pour but de promouvoir le design dans l'aménagement du territoire de la métropole en favorisant la participation de la population. Il a eu lieu en octobre 2006.

Pendant quatre jours, trois équipes interdisciplinaires ont élaboré des propositions en vue d'aménager trois sites: les propriétés de l'École de technologie supérieure, la rue des Seigneurs et ses abords ainsi que l'îlot au nord de la rue Ottawa, près de l'ancien site de tri postal de Postes Canada. L'événement comportait aussi des activités grand public: visite commentée du quartier Griffintown, soirée publique et exposition visant à présenter les résultats de l'exercice.

Urbaniste et coordonnateur du secteur Griffintown à l'arrondissement du Sud-Ouest, Sylvain Villeneuve explique que de tels événements peuvent aider à contrer les perceptions négatives. «Au lieu de présenter un projet quand presque tout est décidé, on a voulu donner aux résidents la chance de réagir. Au-delà du diagnostic sur les sites, on voulait comprendre les attentes des citoyens par rapport à ce secteur. Les résidents connaissent bien les enjeux et les problématiques. On pourra probablement tirer de grands enseignements de leurs suggestions. Par exemple, certains ont fait valoir l'importance d'offrir des animations dans les rues; d'autres, celle de faire des liens avec le canal Lachine, etc.», dit-il, en précisant que la population sera consultée de nouveau à différentes étapes du projet.

Autant de points de vue et de façons de faire, donc, qui seront présentés lors du grand rendez-vous annuel des milieux municipaux et artistiques.

Collaboratrice du Devoir